

Brochure n° 3116

Conventions collectives nationales

IDCC : 413. – **ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES
POUR PERSONNES INADAPTÉES
ET HANDICAPÉES**

IDCC : 1001. – **MÉDECINS SPÉCIALISTES QUALIFIÉS**
(8^e édition. – Mars 2004)

AVENANT N° 296 DU 10 MAI 2004

RELATIF AUX FRAIS PROFESSIONNELS

NOR : *ASET0550140M*

IDCC : *413*

Entre :

Le syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif (SOP) ;

Le syndicat national au service des associations du secteur social et médico-social (SNASEA) ;

Le syndicat national des associations de parents et amis des personnes handicapées mentales (SNAPEI) ;

La fédération des syndicats nationaux d'employeurs des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées,

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats chrétiens service santé services sociaux CFTC ;

Le syndicat général enfance inadaptée CFTC ;

La fédération française des professions de santé et de l'action sociale CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 41 de la convention collective et de l'article 7 de l'annexe I à la convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les indemnités compensatrices de frais allouées pour les déplacements de service sont fixées comme suit, sur présentation de justificatifs et dans les limites de :

	PARIS ET DÉPARTEMENTS de la « petite couronne » 75, 92, 93, et 94 (en euros)	Autres départements
Repas pris obligatoirement à l'extérieur (en raison d'un déplacement de service)	15,25	15,25
Indemnité nuitée (hébergement et petit déjeuner) en fonction du lieu où s'accomplit la mission, lorsque le salarié est empêché de regagner sa résidence habituelle	53,36	38,11
Indemnité journée : 2 repas + nuitée	83,86	68,61

Pour l'application de ces dispositions, les horaires suivants sont pris en considération :

- entre 12 heures et 15 heures pour le repas de midi ;
- entre 19 heures et 22 heures pour les repas du soir ;
- entre minuit et 5 heures pour le découcher.

Les frais de transports, autorisés par l'employeur, sont remboursés sur la base de la dépense réellement engagée et justifiée, dans le cadre de la mission.

Article 2

La date d'entrée en vigueur du présent avenant est fixée au 1^{er} jour du mois suivant son agrément.

Fait à Paris, le 10 mai 2004.

(Suivent les signatures.)